



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° _____/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-SPI/2026 DU 28 OCT 2026
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME
D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE MULTICOUCHE (SIGM).

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le but ultime de relever les défis majeurs de coordination et la planification stratégique des projets d'infrastructures menées par les différentes structures de services publics, le Ministre des Travaux Publics (MINTP) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la mise en place d'un Système d'Information Géographique Multicouche (SIGM). L'objectif est de fournir aux décideurs publics un environnement cartographique intégré et dynamique qui permette de mieux comprendre les territoires et les paysages, faciliter l'analyse spatiale lors des études ou des travaux jouxtant les infrastructures routières en général et l'optimisation des ressources en particulier (éviter la destruction des autres réseaux ; éviter les déplacements des réseaux, etc.)

2. Consistance de la Prestation

Il s'agira, notamment, de réaliser :

- L'inventaire et l'analyse des systèmes, des données et des pratiques existantes dans chaque structure ;
- Une analyse benchmark des solutions d'intégration des différents systèmes ;
- La construction d'une architecture complète du SIGM en termes d'emplacement des serveurs, choix stratégique de l'architecture, définition d'un cadre de gouvernance ;
- Développement, test et déploiement de la plateforme ;
- La formation sur l'ensemble des composantes du système ;
- L'accompagnement sur une période de 04 mois et le renforcement des capacités des agents à utiliser et exploiter le système.

3. Allotissement

Le présent DAO consiste en la mise en place d'un Système d'Information Géographique Multicouche (SIGM). Ces Prestations s'exécuteront en un lot unique et la consistance de ces Prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

Lot	Désignation	Montant prévisionnel T.T.C. (F CFA)	Délai de livraison
Unique	La mise en place d'un Système d'Information Géographique Multicouche (SIGM)	235 000 000	08 mois

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel est estimé à deux cent trente-cinq millions (235 000 000) FCFA TTC, imputé sur le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINTP de l'Exercice 2026.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de la Prestation, objet du présent Appel d'Offres, est de huit (08) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer la Prestation.

6. Financement

La Prestation objet du présent Appel d'Offres, est financée par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercice 2026, Imputation : 60 36 373 2 29000038 0133 521311.

7. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne, via la plateforme COLEPS, selon les modalités y afférentes, indiquées en annexe du DAO par la Pièce N°13 du DAO. Toute offre transmise hors ligne (dépôt physique ou tout autre support matériel) sera déclarée irrecevable.

8. Caution de soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, établie selon le modèle indiqué dans le DAO, et accompagnée du récépissé de sa constitution, émis par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Elle devra être délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics et dont la liste est jointe en annexe du DAO, au titre de sa Pièce N°12.

Ladite caution sera d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres. Le montant en FCFA de ladite garantie est :

N° Lot	Montant de la Caution de Soumission
Unique	Un million deux cent mille (1 200 000) FCFA.

L'absence de la caution de soumission, à l'ouverture des offres, entraîne le rejet systématique de l'offre et sa non-conformité, accorde au soumissionnaire un délai maximum de quarante-huit heures (48h), pour la rendre conforme.

La caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la soumission concernée, ainsi celle qui n'est pas accompagnée du récépissé de sa constitution, émis par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), est considérée comme absente.

10. Consultation du DAO

Le DAO peut être consulté au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4^e étage du nouveau bâtiment siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, dès publication du présent avis.

8
4

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses suivantes :
<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique fixé par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

11. Acquisition du DAO

Le DAO est disponible en version électronique, téléchargeable gratuitement sur la plateforme COLEPS, dès publication du présent avis, aux adresses indiquées à L'Article 10.

Toutefois, la soumission de l'offre en ligne est conditionnée par le paiement préalable des frais d'achat du DAO d'un montant non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA**.

12. Remise des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le **26 NOV 2026** à 11 heures.

Par ailleurs, deux copies de sauvegarde de l'offre, enregistrées sur clés USB non compressées, devront être transmises sous pli fermé. L'une contiendra le Dossier Administratif et l'Offre Technique, et l'autre l'Offre financière. Ces supports devront être accompagnés :

- de l'accusé de réception de dépôt sur la plateforme dédiée,
- de l'original de la caution de soumission,
- ainsi que du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

L'ensemble devra être déposé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4e étage du nouveau bâtiment siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif/ Porte 4/36, et déposé contre récépissé au plus tard, le **26 NOV 2026** à 11h00. Ce pli devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° **26** /AONO/MINTP/CIPM-SPLAG/CCCM-SPI/2026 DU **26 OCT 2026**

**EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME
D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE MULTICOUCHE (SIGM)**

(COPIE DE SAUVEGARDE, RÉCÉPISSÉ DE LA CDEC ET ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION) »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des volumes cités ci-après (Volume1, Volume2, Volume3) ou fichier qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Fichier A) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Fichier B) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Fichier C).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser les logiciels de compression, afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Présentation des offres

Les documents constituant les offres seront rédigés en français ou en anglais, réparties en trois Fichiers, ci-après indiqués :

Fichier global constitué de trois fichiers, ci-après indiqués :

- Fichier A contenant le Dossier administratif ;
- Fichier B contenant l'Offre Technique (Fichier B) ;
- Fichier C contenant l'Offre Financière (Fichier C).

Les différentes pièces de chaque fichier seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur autre que la couleur blanche.

➤ Recevabilité des plis

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 26 NOV 2026 à 11 heures.

Toute offre incomplète, conformément aux prescriptions du DAO, sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission (accompagnée du récépissé ad hoc émis par la Caisse de Dépôts et Consignations), délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie, agréée par le Ministère en charge des Finances, pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DAO, entraînera le rejet pur et simple de l'offre, sans aucun recours.

14. Ouverture des Fichiers

L'ouverture des offres se fera en deux temps, pour les deux fichiers A (contenant le Dossier Administratif) et B (contenant L'Offre Technique) et aura lieu le 26 NOV 2026 à 12 heures, dans la salle affectée à la Commission Interne de Passation des Marchés des Services, de la Prestation Intellectuelles et des Approvisionnements Généraux (CIPM-SPIAG), située au Sous-Sol -01, Bâtiment A (Porte -1/17) de l'Immeuble Siège du Ministère des Travaux Publics sis à ETIQUÉ au lieu-dit Nouveau Centre Administratif.

Seules les offres financières des soumissionnaires, ayant obtenu la note technique qualitative exigée seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle, à une date ultérieure, après publication des résultats de l'évaluation administrative et technique.

A
OK
18

Les soumissionnaires, qui le désirent, peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix, dûment mandatée même en cas de groupement d'Entreprises autorisé.

Sous peine de rejet, les pièces du Dossier Administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres (le cas de l'Attestation de Conformité Fiscale (ACF) et du Numéro d'Identifiant Unique (NIU) exigeant un délai de validité d'au plus trois (03) mois).

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du Dossier Administratif, lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 - Critères éliminatoires

A- Pour le Dossier Administratif

1. Absence de la caution de soumission, à l'ouverture des fichiers, délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions, dans le cadre des Marchés publics, accompagnée du récépissé s'y rapportant, délivré par la CDEC.

NB : Une caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la soumission concernée, ainsi que celle qui n'est pas accompagnée du récépissé de sa constitution, émis par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des Fichiers, même régulière, est irrecevable.

2. Non-production, au-delà du délai de 48 heures, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des Fichiers.

B- Pour l'Offre Technique

1. Absence ou non-conformité de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des Entreprises défaillantes établie par le MINMAP ;
2. Absence de la note méthodologique ;
3. Absence d'une capacité financière égale à au moins Quatre-vingt millions cinq cent mille (80 500 000) de FCFA, établie par une banque de 1er ordre ;
4. Non-respect des clauses d'acceptation du Marché (CCAP et TDR paraphés à chaque page, datés et signés à la dernière page; signature précédée de la mention « Lu et Approuvé » ;
5. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
6. Avoir obtenu une note technique inférieure à quatre-vingt (80) points sur cent (100) ;

C- Pour l'Offre Financière

1. Absence ou non-conformité d'une Soumission timbrée, datée et signée ;
2. Absence ou non-conformité du Devis Quantitatif et Estimatif (DQE) daté, signé et cacheté à la dernière page ;
3. Absence ou non-conformité du Bordereau des Prix Unitaires (BPU), avec indication des prix hors TVA, en chiffres et en lettres, paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;

- ★
05
12
4. Absence du Sous Détail des Prix Unitaires (SDPU) ou la Décomposition des Prix Forfaitaires;
 5. Omission d'un Prix Unitaire quantifié.

D- Pour les critères éliminatoires d'ordre général

1. Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses, pièces falsifiées ou non authentiques ;
2. Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne;
3. Absence de la copie de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 - Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront, à titre indicatif, sur :

- Référence, du soumissionnaire, dans la réalisation des Système d'Information Géographique **20 points** ;
- Qualification et compétence des experts sur **50 points** ;
- Compréhension de la mission, présentation de la méthodologie et délai de réalisation sur **20 points** ;
- Moyens matériel et logistique sur **10 points**.

▪ **Attribution**

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au DAO et ayant été évaluée la mieux disante des offres techniquement qualifiées.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le Marché dans le cadre du présent Appel d'Offres à un soumissionnaire ayant déjà été Prestataire d'un Marché au MINTP et dont les performances ont été jugées peu satisfaisantes ou ayant fait l'objet d'un constat de défaillance ou d'une résiliation

Seules les offres financières des soumissionnaires, dont les offres auront été déclarées recevables à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1^{ère} étape) et de l'évaluation technique (2^{ème} étape) et dont les offres financières auront été transmises tel qu'indiqué ci-dessus, seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note financière relative au montant évalué de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd= Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière, pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. Nombre maximum de lots

Le Marché est constitué d'un lot unique.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats. Cellule des Appels d'Offres, située au 4e étage du nouveau bâtiment siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses suivantes :

<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

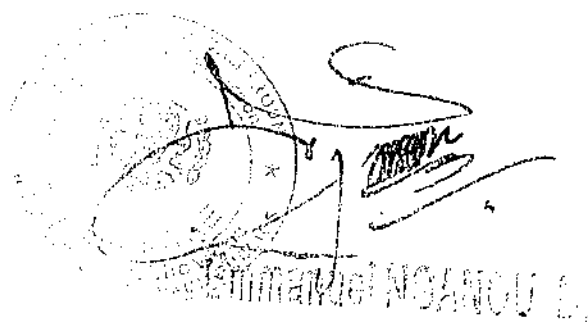
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP.

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM-SPIAG ;
- Affichage

Yaoundé le 22 OCT 2022



NGANOU L.



OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. _____/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/CCCM-SPI/2026 OF 26 OCT 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE ESTABLISHMENT OF A MULTILAYER
GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEM (Multilayer GIS).

1. Subject of the Call for Tenders

With the ultimate aim of addressing the major challenges relating to coordination and strategic planning of infrastructure projects carried out by various public service bodies, the Minister of Public Works (MINTP) hereby launches an Open National Call for Tenders for the establishment of a Multilayer Geographic Information System (Multilayer GIS). The objective is to provide public decision-makers with an integrated and dynamic mapping environment that enables them to better understand territories and landscapes, facilitate spatial analysis during studies or works carried out in the domain of road infrastructure in general, and optimise resource utilisation in particular (avoiding damage to other utility networks, preventing the relocation of utility networks, etc.).

2. Scope of Services

This will include, in particular, the following activities:

- Inventory and analysis of existing systems, data and practices within each structure;
- Benchmark analysis of solutions for integrating the various systems;
- Design of a comprehensive multilayer GIS architecture, including server location, strategic architecture selection and the definition of a governance framework;
- Development, testing and deployment of the platform;
- Training on all components of the system;
- Provision of support over a 4-month period and capacity building for staff in the use and operation of the system.

3. Allotment

These Tender Documents (DAO) concern the implementation of a Multilayer Geographic Information System (Multilayer GIS). These services shall be carried out in a single lot, and the scope of the services is detailed in the Terms of Reference (ToR) of these Tender Documents.

Lot	Description	Estimated cost incl. taxes (CFAF)	Delivery Time Frame
Single	Establishment of a Multilayer Geographic Information System (Multilayer GIS)	235,000,000	8 months

4. Estimated Cost

The estimated cost is two hundred and thirty-five million (235,000,000) CFA francs, including taxes, charged to the 2026 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Public Works (MINTP).

8
6
18

5. Estimated Execution Time Frame

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the performance of the service under this Call for Tenders is eight (8) calendar months

This time frame shall take effect from the date of notification of the Order to Commence Service Delivery.

6. Financing

Services under this Call for Tenders shall be financed by MINTP Public Investment Budget, financial year 2026, Line: 60 36 373 2 29000038 0133 521311.

7. Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is exclusively online, through the COLEPS platform, in accordance with the terms and conditions set out in Document No. 13 appended to the Tender Documents (DAO). Any offer submitted offline (by physical delivery or any other hard copy) will be rejected.

8. Bid Bond

Tenders must be accompanied by a stamped, hand-paid bid bond, established in compliance with the model indicated in the Tender Documents, along with the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC). It must be issued by a first class body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts; the list is appended to the Tender Documents as Document 12.

The said bond shall be valid for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline. The amount in CFAF of the said guarantee shall be as follows:

Lot No.	Amount of the Bid Bond
Single	One million, two hundred thousand (1,200,000) CFA francs.

In the absence of the bid bond at the tender opening session, the bid shall simply be rejected. In case of non-compliance, the bidder shall be granted a maximum extension of forty-eight (48) hours to comply.

A bid bond having no connection with the bid concerned, as well as any bid bond not accompanied by the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC), shall not be taken into account.

10. Consultation of the Tender Documents

Upon publication of this tender notice, Tender Documents may be consulted at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the Ministry of Public Works' new headquarters building, at Etoudi, new Administrative Centre.

It can also be accessed online via the COLEPS platform at the following addresses:

<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the PCRA website (www.armp.cm) or any other electronic communication means indicated by the Project Owner (to be specified)

11. Acquisition of Tender Documents

45

S

N

The Tender Documents are available in electronic format and may be downloaded free of charge from the COLEPS platform at the addresses indicated in Article 10, as from the date of publication of this notice.

However, online tendering is subject to the prior payment of a non-refundable fee of **one hundred thousand (100,000) CFA francs** for the purchase of the Tender Documents.

12. Submission of Tenders

Bids can be submitted "exclusively online" on the COLEPS platform no later than **26 NOV 2026** at 11 a.m.

In addition, two uncompressed back-up copies of the tender, saved on USB keys, must be submitted in a sealed envelope. One shall comprise the administrative file and the technical offer while the other shall contain the financial offer. These documents must be accompanied by:

- the acknowledgement receipt of submission on the dedicated platform,
- the original bid bond,
- as well as the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

All bids must be submitted, against an acknowledgement receipt, to the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor (Room 4/36) of the Ministry of Public Works' new headquarters building, at Etoudi, new Administrative Centre, no later than **26 NOV 2026** at 11:00 a.m. It shall bear the following:

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. **094** /AONO/MINTP/CIPM-SPLAG/CCCM-SPI/2026 OF **26 OCT 2026**

IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE ESTABLISHMENT OF A MULTILAYER GEOGRAPHIC INFORMATION SYSTEM (Multilayer GIS)

(BACK-UP COPY, CDEC ACKNOWLEDGEMENT RECEIPT AND ORIGINAL BID BOND)"

File Size and Format

The maximum size of the above-mentioned documents (Volume 1, Volume 2 and Volume 3) or files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (File A);
- 15 MB for the Technical Offer (File B);
- 5 MB for the Financial Offer (File C).

Acceptable formats shall include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13. Presentation of Tenders

8 ✓

Tender constituent documents shall be drafted in French or English, presented in three files, as indicated below:

A global file comprising the following three files:

- File A containing administrative documents;
- File B containing the technical offer (File B);
- File C containing the financial offer (File C).

The various documents in each file shall be numbered in the order in which they appear in the Tender Documents and separated by dividers of a colour other than white.

➤ Bid Admissibility

Bids can be submitted "exclusively online" on COLEPS platform no later than **25 NOV 2026** at 11 a.m.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond (accompanied by the ad hoc receipt issued by the Deposits and Consignments Fund) issued by a first class body or financial institution authorised, by the Ministry in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid, without any possible petition.

14. Opening of Files

Opening of Tenders shall be done at once for file A (containing administrative documents) and file B (containing the technical offer), on **26 NOV 2026** at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Services and General Procurement (CIPM-SPIAG) located in basement No. 1 of the Headquarters of the Ministry of Public Works located at ETOUDI, new administrative centre.

Only the financial offers of tenderers who obtained a qualifying technical score shall be opened by the same Tenders Board and in the same venue at a later date, after publication of the results of the administrative and technical evaluation.

Tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of an authorised consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or a competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must have been issued within the last three (3) months, from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders (case of the Tax Compliance certificate and the Unique Identification Number (UIN), which must be valid for no more than three (3) months).

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 - Eliminatory criteria

A- For the administrative file

- #5
26
78
1. Absence (during the opening of files) of a bid bond issued by a first class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts, accompanied by the relevant receipt issued by CDEC.

Note: A bid bond having no connection with the bid concerned, as well as any bid bond not accompanied by the receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC), shall not be taken into account.

A bid bond presented by a tenderer during the file opening session, even if otherwise compliant, shall be rejected.

2. Failure to submit, after the 48-hour extension, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the file opening session;

B- For the technical offer

1. Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of defaulting companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
2. Absence of a methodology note;
3. Failure to demonstrate financial capacity of at least eighty million five hundred thousand (80,500,000) CFA francs, as certified by a first class bank;
4. Failure to comply with the terms and conditions of the contract (CCAP and Terms of Reference initialled on every page, dated and signed on the final page; the signature preceded by the words 'Read and Approved');
5. Absence of the dated and signed integrity charter;
6. A technical score less than 80 out of 100 points;

C- For the financial offer;

1. Absence or non-compliance of a stamped, dated and signed bid;
2. Absence or non-compliance of the Bill of Quantities (BOQ), dated, signed and stamped on the last page;
3. Absence or non-compliance of the Unit Price Schedule (UPS) indicating prices exclusive of VAT in figures and words, initialled on every page and signed on the last page;
4. Absence of the breakdown of unit prices or the breakdown of flat-rate prices;
5. Omission of a quantified unit price.

D- For general eliminatory criteria

1. False declarations, fraud, forged or unauthentic documents;
2. Non-compliance with the file format for on line tendering;
3. Absence of the back-up copy of tenders in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

15.2- Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated on a scale of one hundred (100) points according to the essential criteria which will include, for illustrative purposes:

- The bidder's reference in implementing Geographic Information Systems (20 points);
- Qualifications and expertise of the experts (50 points);
- Understanding of the assignment, presentation of the methodology, and execution time frame (20 points);
- Equipment and logistical resources (on 10 points).

▪ Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose offer is deemed to be substantially in keeping with the Tender Documents and the lowest among the technically qualified bids.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract to a former tenderer, whose contract with MINTP has not been deemed satisfactory or has led to the establishment of shortcomings or to termination of contract.

Only the financial bids of the tenderers whose bids are declared compliant following the analysis of administrative (1st stage) and technical (2nd stage) evaluations, and whose financial offers were submitted as indicated above, shall be evaluated according to the following criteria:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Financial score relating to the assessed amount of the tenderer's financial offer;

MMd= Lowest bid assessed amount;

MS = Tenderer's assessed amount.

The technical score and financial score shall be weighted to obtain the final score N (technical and financial score) based on the following formula:

$$N = [(70 \times \text{Technical score}) + (30 \times \text{Financial score})] / 100$$

16. Maximum Number of Lots

The contract comprises a single lot.

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days with effect from the tender submission deadline.

19. Further Information

Further information may be obtained during working hours at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the Ministry of Public Works' new headquarters building, at Etoudi, new Administrative Centre. They can also be accessed online via the COLEPS platform or at the following addresses:

<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, PCRA.

Copies:

- MINMAP;
- PCRA (for publication and filing);
- Project Owner;
- Chairperson of CIPM-SPIAG;
- Notice board.

Yaounde 14/05/2020
[Signature]
[Stamp: MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES]